

Distr.  
RESTREINTE  
W/44  
15 mai 1950  
ORIGINAL:FR/NCAIS

Sur la procédure prévue  
par le Memorandum du 29 mars 1950

(Document de travail  
établi par le Secrétariat)

Dans le Memorandum adressé aux Arabes et au Gouvernement d'Israël en date du 29 mars 1950, la Commission s'exprime comme suit au sujet de la procédure qu'elle préconise:

" En ce qui concerne la procédure elle-même, la Commission estime qu'il est préférable de ne pas adopter de règles rigides. Elle envisage, pour le moment, la formation de Comités mixtes, placés sous la présidence d'un représentant de la Commission, et dont feraient partie les représentants des pays intéressés à la question débattue. Cette formule générale pourrait, bien entendu, faire l'objet dans des cas particuliers de modifications sur lesquelles les parties et la Commission se mettraient d'accord. En principe, chacun de ces Comités aurait un mandat précis et concret qui consisterait, soit en la discussion et l'étude de questions que la Commission, d'accord avec les parties, leur soumettrait dans un but d'examen préliminaire, soit en l'étude et la discussion d'une proposition élaborée par la Commission de sa propre initiative ou à la demande d'une ou de plusieurs délégations."

A. Caractéristiques de cette procédure

Les réunions auraient un caractère tripartite, à savoir les deux principales parties intéressées se faisant respectivement représenter par des délégués, et la Commission de Conciliation en la personne de l'un de ses membres

titulaires ou de son suppléant.

Le caractère tripartite des Comités ne subirait pas de modifications même si les Comités sont multilatéraux. Au lieu d'un représentant arabe, des représentants de deux ou plusieurs gouvernements arabes participeraient à l'étude et à la discussion des problèmes présentant un caractère général. C'est la nature même du problème ainsi que l'intérêt déclaré ou supposé des parties qui déterminerait le caractère bilatéral ou multilatéral des Comités.

B. Mandat des Comités et ordre des discussions

Le mandat de chaque Comité serait fixé par la Commission, en accord avec les parties intéressées. Ce mandat aurait un caractère général et il appartiendrait à chacun de ces Comités de préparer son ordre du jour et son programme de travail. A cet égard, l'accord des parties serait déterminant, mais la Commission aurait le droit de faire des propositions sur l'ordre dans lequel la discussion des problèmes devrait être abordée.

L'ordre des discussions peut, dans une large mesure, influencer l'issue des travaux des Comités. On peut concevoir que la Commission fasse des propositions pour la discussion, au préalable, des questions qui présenteraient un caractère secondaire, en vue de créer une atmosphère favorable pour l'examen des principales questions en suspens. En supposant même que les parties acceptent cette entrée en matière, les discussions qui auraient lieu à ce sujet, viendraient, dans la grosse majorité des cas, se heurter à des questions de principe qui divisent les parties. Même si l'on arrivait à des résultats concrets, la mise en application de ceux-ci serait subordonnée à la solution des problèmes de base. Au demeurant, il serait malaisé de faire un choix parmi les questions ayant un caractère secondaire sans tomber dans un empirisme qui rendrait par la suite,

difficiles, des progrès rapides dans la marche des négociations.

C. Procédure des Comités

La présidence des Comités (ou des sous-Comités) sera assurée par un représentant de la Commission. Ce représentant pourra être, soit un des membres de la Commission ou son suppléant, soit une personne désignée à cet effet par la Commission.

La procédure serait contradictoire. Les parties auraient la faculté d'exposer leurs points de vues, soit oralement, soit par écrit. Elles se feraient assister, si elles le désiraient, par des experts.

Au cours des débats, le Président, qui serait le représentant de la Commission, serait juge de l'opportunité de soumettre aux Parties les propositions de la Commission sur un point déterminé. Ce point pourrait porter aussi bien sur une question de procédure que sur une question de fond. Le Président, en particulier, déciderait de la clôture des débats.

Aux termes du paragraphe 6 du Memorandum, chacun des Comités "aurait un mandat précis et concret qui consisterait soit en la discussion et l'étude des questions que la Commission, d'accord avec les parties, leur soumettrait dans un but d'examen préliminaire, soit en l'étude et la discussion d'une proposition élaborée par la Commission de sa propre initiative ou à la demande d'une ou de plusieurs délégations."

En ce qui concerne en particulier les propositions émanant de la Commission elle-même, cette dernière estime que l'on ne pourrait concevoir "une procédure de médiation au cours de laquelle elle soumettrait aux parties des propositions, sans avoir au préalable l'assurance que ses propositions pourraient être examinées et discutées dans

des réunions où seraient représentées la Commission elle-même et les parties intéressées à la question en cause."

D. Aboutissement de cette procédure

La procédure tripartite présuppose que les Parties ne conduiraient pas des négociations séparées sur des mêmes sujets et en dehors de la Commission. Cette dernière ne devrait certes pas décourager une telle entreprise, mais si un accord se réalisait à la suite de telles négociations, son rôle se bornerait à en prendre acte.

En l'absence de toutes négociations en dehors de la Commission, les résultats qui pourraient être acquis dans des Comités mixtes devraient être coordonnés par le Comité général qui fera rapport à la Commission. Celle-ci examinera si ces résultats pourraient constituer la base d'un règlement plus ou moins général du problème palestinien.

E. Organisation pratique de la procédure

Les deux principaux obstacles qui empêchent actuellement un accord entre les parties sont constitués par la question des réfugiés et la question territoriale. Il semblerait donc qu'il y aurait intérêt, dès le début, à entreprendre l'étude détaillée de ces questions. Quatre Comités mixtes nationaux pourraient être constitués, lesquels auraient mandat de discuter ces deux questions. Ces quatre Comités qui seraient composés chacun d'un représentant israélien et d'un représentant de l'un des quatre pays arabes participant aux travaux de la Commission. Ils seraient présidés par un représentant de la Commission.

Les Comités mixtes nationaux seraient autorisés à créer des sous-Comités pour l'étude des problèmes spéciaux. Les sous-Comités auraient la même composition.

Les mandats des Comités nationaux seraient fixés par la Commission d'un commun accord avec les parties.

Chaque Comité établirait son ordre du jour et son programme de travail. Il n'y aurait pas de compte-rendu analytique des séances des Comités et sous-Comités.

Un bref rapport pourrait être rédigé par le Président du Comité ou du sous-Comité à l'issue de chaque séance. Ce rapport serait soumis à l'approbation des membres aussitôt que possible. Il ne serait pas, en principe, prévu de réunion pour plus de deux Comités ou sous-Comités par jour. Le Président aurait un pouvoir discrétionnaire pour la convocation du Comité ou des sous-Comités.

A la demande des parties, la Commission pourrait réunir les représentants de deux ou plus des pays arabes et le représentant de l'Israël dans des comités mixtes multilatéraux. Ces Comités auraient pour tâche d'étudier les problèmes présentant un intérêt commun à deux ou à plusieurs Etats arabes participant aux travaux des Comités nationaux. La Commission pourrait, de son côté, proposer aux parties la constitution de tels Comités, si elle en juge la création nécessaire.

Telles paraissent être les lignes générales d'une organisation pratique de la procédure prévue par le Memorandum du 29 mars 1950. Elle semblerait se justifier par le souci de prévenir, dès le début, des discussions sur des questions de principe qui divisent profondément les parties intéressées. Certes, il serait difficile de l'éviter à la longue, mais on peut espérer que les discussions qui auraient lieu dans les Comités nationaux permettraient un examen plus réaliste du problème des réfugiés et des questions territoriales. Une telle méthode semblerait pouvoir donner aux représentants des parties, l'occasion de faire valoir leur point de vue, compte tenu des conditions propres à chacune d'elles./.

---